

GREENPEACE

LA PSEUDO NEUTRALITÉ CARBONE DE TOTALENERGIES

**Décryptage de la stratégie net zéro de TotalEnergies
et du mythe de la compensation**

DECRYPTAGE

Février 2022

Greenpeace est une organisation internationale qui agit selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement et la biodiversité et promouvoir la paix. Elle est indépendante de tout pouvoir économique et politique et s'appuie sur un mouvement citoyen engagé pour construire un monde durable et équitable.

Note publiée en février 2022 par

Greenpeace France

13 rue d'Enghien 75010 Paris France

[Greenpeace.fr](https://www.greenpeace.fr)

Si vous avez des informations relatives à ce sujet, vous pouvez nous contacter à l'adresse investigation@greenpeace.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme sécurisée, vous pouvez vous connecter sur le site [Greenleaks](#).

Copyright et propriété intellectuelle

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle de tout ou partie des contenus, des résultats et/ou informations issus des documents publiés ou mis à disposition par Greenpeace sans autorisation préalable de Greenpeace est interdite. Notamment, aucune reprise et/ou utilisation et/ou diffusion ne peut être réalisée à des fins d'exploitation commerciale et/ou de promotion et/ou de publicité sans l'accord préalable et écrit de Greenpeace. Toutefois, Greenpeace autorise la reprise et/ou utilisation et/ou diffusion des contenus, des résultats et/ou informations issus des documents publiés ou mis à disposition par Greenpeace sous réserve de la mention exacte de la source et uniquement à des fins universitaires, éducatives ou dans un cadre strictement non lucratif et de défense de l'intérêt général, et ce à condition que lesdites utilisations ne contreviennent pas aux valeurs promues par celle-ci. Il est à cet égard rappelé que Greenpeace est un réseau international d'organisations indépendantes qui agissent selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement, la biodiversité et promouvoir la paix, s'appuyant sur un mouvement de citoyennes et citoyens engagé-e-s pour construire un monde durable et équitable.

Toute utilisation de l'image de Greenpeace et/ou de ses contenus et/ou documents diffusés par Greenpeace est interdite et en notamment, toute utilisation et/ou tentative d'utilisation de l'image de Greenpeace et/ou de sa dénomination et/ou de ses logos et/ou de ses travaux, contenus et documents visant à ou étant susceptible de laisser penser à un lien, un soutien, un parrainage, une publicité, une approbation, un agrément de Greenpeace (notamment d'un produit, d'une personne, d'une entreprise, d'un parti politique, d'un candidat à une élection) sans son autorisation préalable expresse est prohibée.

Toutes utilisations à des fins commerciales, ou à des fins autres que ceux répondant aux objectifs de Greenpeace, du nom et/ou de la notoriété de Greenpeace constituent en outre des actes fautifs.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	4
RÉSUMÉ	5
I - L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	6
TotalEnergies : de la stratégie du doute au greenwashing	7
Objectif neutralité carbone pour 2050 : de quoi parle-t-on ?	10
II - LA NEUTRALITÉ CARBONE DE TOTALENERGIES : UN ZÉRO PAS SI NET	12
Qu'est-ce que la neutralité carbone ?	13
La neutralité carbone, prétexte à l'inaction	15
III - TOTALENERGIES ET LE MYTHE DE LA COMPENSATION	17
Compensation carbone, la compensation biologique	18
CCS, la compensation industrielle	23
CONCLUSION : REVENDIQUER LE NET ZÉRO SANS JAMAIS L'ATTEINDRE	27
TotalEnergies n'envisage pas de diminuer sérieusement la production de pétrole et de gaz	28
TotalEnergies n'envisage pas d'atteindre le net zéro	30
La croissance à court terme et les dividendes des actionnaires avant tout	32
BIBLIOGRAPHIE	34

RÉSUMÉ

En s'appuyant notamment sur des rapports de TotalEnergies, des documents intergouvernementaux et des analyses d'ONG, Greenpeace France a analysé la trajectoire affichée par TotalEnergies pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Cette analyse démontre comment TotalEnergies omet sciemment d'intégrer à ses calculs la partie de son activité la plus émettrice de gaz à effet de serre, évite de chiffrer sa trajectoire de neutralité carbone ou encore surestime l'efficacité des solutions de stockage de carbone, qu'elles soient naturelles ou industrielles. A travers ce décryptage, Greenpeace France revient également sur la notion de neutralité carbone. Souvent utilisée à mauvais escient, elle a été vidée de sa substance pour devenir le pilier d'un greenwashing qui cache la réalité : le maintien à tout prix du modèle actuel.

Mots clés :

Neutralité carbone, net zéro, compensation carbone, énergies fossiles, greenwashing.

I - L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

TotalEnergies : de la stratégie du doute au greenwashing

Objectif neutralité carbone pour 2050 : de quoi parle-t-on ?

TotalEnergies : de la stratégie du doute au greenwashing

Des décennies durant, la major pétrolière et gazière TotalEnergies a contribué à semer le doute sur la réalité du changement climatique¹. Aujourd'hui, le débat n'est plus de savoir si le réchauffement climatique est une réalité : même ceux qui ont tout fait pour le nier et le minimiser ou pour discréditer la science du climat, se réfèrent désormais au GIEC et à l'accord de Paris. Seulement voilà, loin de disparaître totalement, la stratégie du doute sur le changement climatique a fait place au greenwashing, via la stratégie des fausses solutions.

Le nouveau chapitre de l'histoire que nous vend TotalEnergies est le mythe du « net zéro ». Autrement dit le « zéro émission nette » ou la neutralité carbone. Le géant du gaz et du pétrole affirme être aligné sur les objectifs de l'accord de Paris, dans ce qu'il appelle une « ambition ». Malgré cette revendication publique, TotalEnergies ne s'est en réalité fixé aucune obligation de moyen ou de résultat.

La multinationale déclarait, dans son rapport *Vers la neutralité carbone*² de septembre 2020 : « Ensemble, accélérons le rythme de la transition, pour une société neutre en carbone en 2050 », « Notre rôle est de satisfaire les besoins croissants en énergie tout en réduisant les émissions », ou encore « L'année 2020 marque une avancée majeure pour Total dans sa réponse au défi du changement climatique : le Groupe se fixe en effet comme nouvelle ambition d'atteindre la neutralité carbone sur l'ensemble de ses activités d'ici à 2050, conjointement avec la société. Total veut ainsi contribuer à l'objectif de neutralité défini par l'accord de Paris pour la seconde moitié du siècle. »

¹ Article [Changement climatique : comment Total et Elf ont contribué à semer le doute depuis des décennies](#), Le Monde, 20 octobre 2021.

² Rapport [Vers la neutralité carbone](#), Total, septembre 2020.

En vue de la COP26, elle a également sorti un *Panorama de l'énergie* et un *Energy Outlook 2021* pour se positionner comme un acteur incontournable de la transition énergétique³. Comme d'autres majors des énergies fossiles, TotalEnergies a voulu faire de cette COP une vitrine pour convaincre que ses trajectoires pour la neutralité carbone en 2050 respectent les objectifs de l'accord de Paris et vont contribuer à maintenir le réchauffement à 1,5°C.

Mais malgré un lobbying actif auprès du gouvernement britannique, ces géants des hydrocarbures n'ont pas été acceptés comme sponsors officiels de la conférence des Nations unies pour le climat. Car même pour les organisateurs de la COP, ce greenwashing agressif fait tâche : recevoir de l'argent de la part des plus grands pollueurs aurait sérieusement affaibli leur crédibilité. Selon le Guardian⁴, c'est bien la faiblesse des engagements en vue de la neutralité carbone des champions des énergies fossiles qui a justifié cette décision. Pour autant, cela n'a pas empêché ces derniers de pénétrer l'enceinte des négociations. En effet, aucun Etat n'avait plus de délégués que l'industrie des énergies fossiles n'avait de lobbyistes sur place⁵ !

Car malgré son changement de nom en « TotalEnergies », le pétrolier et gazier n'est pas en pleine transformation en profondeur de l'énergie fossile vers la production d'énergies renouvelables. En outre, TotalEnergies considère le gaz destiné à la production d'électricité comme faisant partie des énergies « bas carbone »⁶. Ce gaz, qualifié de naturel par la filière, est pourtant principalement du méthane : un hydrocarbure et puissant gaz à effet de serre.

Revendiquant à peine 25% de ses investissements dédiés aux énergies « bas carbone » d'ici 2030⁷, le restant étant dédié au développement de nouveaux gisements de gaz et de

³ Article [In view of the COP26, TotalEnergies Contributes to the Energy Transition Dialogue by Publishing the "Energy Landscape" and the "TotalEnergies Energy Outlook 2021"](#), BusinessWire, 27 septembre 2021.

⁴ Article [No formal Cop26 role for big oil amid doubts over firms' net zero plans](#), The Guardian, 21 octobre 2021.

⁵ [Hundreds of fossil fuel lobbyists flooding COP26 climate talks](#), Global Witness, 8 novembre 2021.

⁶ [Document d'enregistrement universel 2020](#), Total, p.20.

⁷ Ces 25% correspondent au « segment bas carbone » de TotalEnergies (voir notamment la présentation aux investisseurs, [TotalEnergies 2021 Strategy](#), septembre 2021, slide 8). S'il est impossible de connaître les détails, le Carbon Disclosure Project a calculé, en se basant sur des données non publiques, que TotalEnergies n'avait investi que 271 millions d'euros dans ses projets renouvelables en 2018, soit 1,9% de ses investissements bruts totaux.

pétrole, le changement de nom de Total n'est en fait que du greenwashing⁸, pour être dans l'air du temps et, au passage, cacher une réalité industrielle bien moins verte. C'est déjà ce que nous dénoncions en mai 2020 dans notre note de décryptage « Total : une ambition climaticide »⁹.

TotalEnergies produit aujourd'hui 447 unités d'hydrocarbures pour une unité d'énergies renouvelables¹⁰. Dans son rapport sur le greenwashing de TotalEnergies¹¹, Oxfam France explique : « En 2050, ce ratio sera de 1 pour 25 – ou seulement 4%. Certes, il s'améliore, mais les fossiles resteront toujours au cœur du modèle de l'entreprise. Le pétrole est la machine à cash du groupe, lui permettant de maintenir sa politique de dividendes. [...] Selon le rapport du Carbon Disclosure Project basé sur des données non publiques, en 2018 Total n'avait investi que 271 millions d'euros dans ses projets renouvelables, soit 1,9% de ses investissements bruts totaux. Difficile de connaître le chiffre réel pour les années suivantes. »

S'il est difficile de connaître ce chiffre, c'est parce que TotalEnergies se retranche derrière le terme imprécis de « segment bas carbone » incluant tout autant les énergies renouvelables que par exemple la production d'électricité par le gaz. L'entreprise se retranche derrière une confusion entretenue entre la production d'électricité grâce au gaz et l'énergie renouvelable sous l'appellation trompeuse « bas-carbone ».

Ce flou est maintenu à dessein, et Greenpeace a déjà demandé plusieurs fois des éclaircissements aux assemblées générales de TotalEnergies, en vain. Cependant, sa plus récente communication aux investisseurs indique clairement que la partie de son activité consacrée aux énergies renouvelables n'est qu'un accessoire par rapport à l'objectif primordial de l'entreprise en matière d'émissions carbone à l'horizon 2030 : maintenir la production de pétrole et poursuivre la croissance dans le secteur du gaz¹².

⁸ [Total change de nom pour ne rien changer](#), Greenpeace France, 22 mars 2021.

⁹ Décryptage [Total : une ambition climaticide](#), Greenpeace France, mai 2020.

¹⁰ Dans ses [résultats du quatrième trimestre et de l'année 2020](#), Total SE rapporte avoir produit en 2020 2,871 millions de bep - pétrole et gaz - par jour, soit 1 050 786 000 bep (barils équivalents pétrole) par an, contre 4 TWh d'électricité à base d'énergies renouvelables sur toute l'année, soit 2 352 537 bep sur l'année. Cela équivaut à un baril équivalent de renouvelables pour 447 barils d'hydrocarbures.

¹¹ Étude [Climat : Total passe au décodeur d'Oxfam - Les ressorts du greenwashing du géant pétrolier](#), Oxfam France, mai 2021.

¹² Présentation aux investisseurs, [TotalEnergies 2021 Strategy](#), septembre 2021, slide 7.

Objectif neutralité carbone pour 2050 : de quoi parle-t-on ?

Pour avoir une chance d'atteindre l'objectif fixé par l'accord de Paris de maintenir le réchauffement climatique à 1,5°C d'ici la fin du siècle, le GIEC recommande dès son rapport annuel de 2018¹³ l'atteinte de la neutralité carbone en 2050. Pour cela, les Etats, mais aussi les entreprises, doivent adopter des stratégies permettant de répondre aux objectifs de réduction des émissions de carbone.

Il y a urgence. Les phénomènes climatiques extrêmes de cette année l'ont montré : inondations, méga-feux, tempêtes, sécheresses, famines climatiques... le changement climatique et ses ravages sur nos sociétés ont bel et bien commencé et l'inaction ne fera que l'aggraver. En outre, sans changements structurels rapides, le palier d'une diminution de 50% des émissions de carbone en 2030 ne sera pas atteint, rendant extrêmement compliqué de rattraper les trajectoires et d'atteindre la neutralité en 2050¹⁴.

Depuis plusieurs années, le GIEC et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) établissent des scénarios de réduction des émissions et des trajectoires d'atteinte de la neutralité carbone, afin d'évaluer la crédibilité des engagements pris. Si l'on se réfère au dernier rapport de l'AIE *World Energy Outlook* publié en octobre 2021¹⁵, nous sommes très loin du compte. Si les Etats et les entreprises maintiennent leurs engagements actuels et parviennent à les respecter, la température aura augmenté de 2,6°C d'ici la fin du siècle. Ils sont donc très insuffisants pour nous protéger de la catastrophe climatique. Dans le même rapport, l'AIE propose un scénario qui permet d'atteindre la neutralité carbone en 2050 : le net zéro (ou NZE). Dans ce scénario, l'augmentation de la température atteint 1,5°C autour de 2050 puis diminue pour s'établir à 1,4°C en 2100.

¹³ [Summary for Policymakers](#). In: *Global Warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty*. GIEC, 2018.

¹⁴ [World Energy Outlook](#), Agence internationale de l'énergie, octobre 2021.

¹⁵ [World Energy Outlook](#), Agence internationale de l'énergie, octobre 2021.

Si le consensus existe sur la nécessité d'atteindre la neutralité carbone, le défi consiste désormais à faire reculer la vague d'engagements peu crédibles qui tentent de galvauder cette expression tout en évitant l'action qu'elle requiert à court terme.

Car si la neutralité carbone a pris une place prépondérante dans la communication des entreprises et des Etats, elle est souvent utilisée à mauvais escient et vidée de son contenu, ou biaisée au travers de fausses solutions. Le terme lui-même est devenu le pilier d'un greenwashing qui cache la réalité : le maintien à tout prix du modèle actuel.

Face à l'urgence climatique, la priorité est la baisse des émissions à la source, la transition énergétique et le développement des énergies renouvelables. Le message concernant les énergies fossiles est clair, si l'on se réfère au seul scénario de l'AIE aligné sur l'accord de Paris : il ne faut plus exploiter de nouveaux gisements dès maintenant et réduire la production de pétrole et de gaz dès 2025. Alors que l'enjeu est de sceller le déclin des énergies fossiles, quelles responsabilités pour les majors comme TotalEnergies ? Sont-elles alignées ? Leurs engagements sont-ils crédibles ?

II - LA NEUTRALITÉ CARBONE DE TOTALENERGIES : UN ZÉRO PAS SI NET

Qu'est-ce que la neutralité carbone ?

La neutralité carbone, prétexte à l'inaction

Qu'est-ce que la neutralité carbone ?

La neutralité carbone est le point d'équilibre entre les émissions anthropiques et la capacité des écosystèmes, ou de l'industrie, à compenser ou capturer le CO₂ lié aux activités humaines. En d'autres mots, il s'agit de séquestrer au moins autant de carbone que nous en émettons de manière à stabiliser son niveau de concentration dans l'atmosphère et participer à limiter ainsi l'augmentation de la température globale. Comme l'explique l'Ademe¹⁶, l'objectif de neutralité carbone n'a réellement de sens qu'à l'échelle de la planète :

« Les Etats se coordonnent pour l'atteindre d'ici la deuxième moitié du 21ème siècle. Pour cela, ils reprennent chacun cet objectif à l'échelle de stratégies nationales. La neutralité carbone - en tant qu'équilibre entre les émissions et séquestrations de GES - ne peut pas s'appliquer à une autre échelle (territoire infranational, organisation, entreprises, associations, collectivités, produit ou service, etc.) que la planète ou les Etats coordonnés au travers de l'accord de Paris. »

C'est à l'échelle de la planète qu'il faut atteindre la neutralité carbone, et cela passera inéluctablement par une décarbonation de nos activités. Autrement dit, la responsabilité des majors pétrolières et gazières est de réduire leurs émissions. Pas de chercher un point d'équilibre entre les émissions actuelles, qu'elles tentent de maintenir, et des compensations dans le futur, qu'elles souhaitent développer.

Comme le clarifie l'Ademe : *« Ainsi, l'ensemble des acteurs doivent s'engager pour la neutralité carbone via la mise en place de stratégies climat ambitieuses compatibles avec l'Accord de Paris et les stratégies nationales, et contribuer à cet objectif. Ils ne sont individuellement, ni ne peuvent devenir, ni se revendiquer neutres en carbone (...). En premier lieu et en priorité, tout doit être mis en œuvre en priorité et au plus vite pour réduire au*

¹⁶ [La neutralité carbone](#), Les avis de l'ADEME, mars 2021.

maximum les émissions de GES (qu'elles soient fossiles ou issues de matière vivante) et protéger les stocks existants dans les forêts et les sols. »¹⁷

Chaque année, TotalEnergies déclare émettre environ 460 millions de tonnes de CO₂¹⁸. Cela représente plus que le total des émissions de la France, qui s'accumulent année après année dans l'atmosphère. Ce qui nous importe donc réellement est de savoir comment la multinationale compte réduire ses émissions. Mais de son côté, TotalEnergies l'affirme : « *L'ambition du Groupe est d'atteindre la neutralité dès 2050* »¹⁹. Ce contre-sens ne relève pas uniquement d'éléments de langage que l'on retrouve chez beaucoup d'acteurs politiques et industriels, mais se trouve aussi à la base de toute la stratégie de TotalEnergies qui consiste à éviter de réduire les volumes de production, avec des objectifs chiffrés et datés.

Pour atteindre la neutralité au niveau global, il est indispensable de séquestrer certaines émissions liées aux activités humaines, que l'on peut qualifier de résiduelles (comme dans certaines industries telles que la sidérurgie ou la cimenterie, où elles sont pour le moment difficilement évitables). Mais les émissions liées à l'utilisation des énergies fossiles n'en font pas partie, puisque des alternatives existent. Et la solution au changement climatique ne peut pas consister à continuer à émettre du CO₂ comme aujourd'hui, tout en développant de manière massive la compensation et la séquestration. Non seulement les technologies ne sont pas encore au point et ne le seront pas à temps, mais en plus, les volumes qui pourront être séquestrés sont minimes par rapport aux volumes émis.

Le seul levier pour atteindre une neutralité carbone planétaire reste donc la réduction à la source des émissions anthropiques. C'est la priorité et elle implique de sortir des énergies fossiles au plus vite en arrêtant tout nouveau projet pétrolier et gazier.

¹⁷ [La neutralité carbone](#), Les avis de l'ADEME, mars 2021.

¹⁸ 458Mt en 2018, 469Mt en 2019 et 455Mt en 2020 (hors effet covid) d'après le [document d'enregistrement universel 2020](#) de Total (p.255).

¹⁹ Rapport [Vers la neutralité carbone](#), Total, septembre 2020.

La neutralité carbone, prétexte à l'inaction

Dans son rapport de 2018, le GIEC recommandait d'atteindre la neutralité carbone au niveau global en 2050. Au départ, cette recommandation scientifique a été brandie comme un appel à agir par le mouvement climat et la société civile. Depuis, de nombreux Etats mais aussi des acteurs économiques se sont engagés à des titres divers à atteindre cet objectif, avec une accélération très nette ces derniers mois, en amont de la COP26. Après avoir nié l'existence même du changement climatique et mis en place des stratégies du doute, les plus gros pollueurs comme Shell, BP, ou TotalEnergies semblent faire la course aux annonces de neutralité carbone. Ces dernières années, 124 pays, 73 Etats et régions, 155 villes et 1500 entreprises se sont engagés pour le zéro émission nette, ou « net zéro ». Les pays qui se sont engagés représentent 61% des émissions totales. Cela peut sembler significatif et être une avancée importante dans la lutte contre le changement climatique.

Malheureusement, la définition scientifique du concept de net zéro a été déformée par les Etats et les entreprises, qui exploitent le manque de sensibilisation du public à ce terme relativement nouveau. Ils l'utilisent pour afficher une volonté de s'engager à des échéances de 30 ans, voire plus tard pour certains, tout en faisant tout ce qui est possible pour perpétuer leur modèle actuel et ne pas réduire les investissements, les subventions et les activités de production d'hydrocarbures. Ainsi, dans beaucoup de cas, le net zéro a été transformé en instrument de greenwashing et, de fait, aucune réduction des émissions globales n'a accompagné ces déclarations d'intention.

On peut expliquer ce dévoiement par trois raisons principales :

1. L'absence d'un **système de gouvernance** permettant d'évaluer si les engagements des Etats et des entreprises répondent aux standards les plus exigeants, ce qui permet des engagements à long terme insignifiants sur le papier pour mieux masquer le maintien du modèle en place.

2. L'absence d'engagements sur des **étapes intermédiaires à court terme** avant 2050 qui permet facilement d'afficher une ambition maintenant mais de « payer l'addition » dans plusieurs décennies. Cela permet simplement de ne pas agir tout de suite.
3. L'absence de **responsabilité** : qui demandera des comptes aux responsables politiques et d'entreprises, ou à leurs conseils d'administration dans 30 ans, s'ils ont failli à leurs engagements aujourd'hui ?

La popularité du « faux net zéro » repose le plus souvent sur les mécanismes de compensation introduits par les entreprises. Il est en effet beaucoup moins cher d'acheter des crédits carbone que de changer de modèle économique pour réduire les émissions à la source.

Seulement voilà, pour enrayer le changement climatique et inverser la dynamique d'augmentation des températures, on ne peut pas se contenter d'avoir réduit les émissions de moitié d'ici moins de 10 ans et d'avoir atteint la neutralité en 2050 : il est nécessaire d'aller jusqu'à l'inversion des émissions, pour passer à des émissions négatives. En d'autres mots, il faut réduire suffisamment les émissions pour permettre aux écosystèmes de commencer à absorber le carbone accumulé depuis le début de l'époque industrielle et donc à réduire les températures.

III – TOTALENERGIES ET LE MYTHE DE LA COMPENSATION

Compensation carbone, la compensation biologique

CCS, la compensation industrielle

Dans le cadre de son objectif de neutralité carbone à l’horizon 2050, TotalEnergies promeut deux pistes « d’émissions négatives » : la compensation carbone, biologique, basée sur le financement de projets de plantation, reforestation ou conservation ; et la compensation industrielle, ou CCS (capture et séquestration du carbone), dont le principe est de séquestrer et stocker du carbone dans des réservoirs. Si ces deux techniques peuvent avoir un rôle à jouer dans la limitation du changement climatique, elles ont également des limites.

En effet, en tenant compte des émissions actuelles et des émissions accumulées, et en partant de l’hypothèse d’une maximisation des puits possibles de carbone, le tout sans tenir compte des autres enjeux, atteindre l’équilibre en 2050, voire en 2100 est strictement impossible. Le volume des émissions est bien trop important, et l’urgence et la nécessité d’une neutralité dans moins de trente ans invalident cette hypothèse. Les capacités de séquestration naturelle ou industrielle restent très limitées.

De plus, la façon dont TotalEnergies les intègre à sa stratégie pose de nombreuses questions.

Compensation carbone, la compensation biologique

La compensation carbone consiste à revendiquer une compensation des émissions d'origine anthropique en finançant des projets de plantation, de reforestation ou de conservation, afin de séquestrer en théorie l'équivalent du carbone émis. Elle est donc présentée comme une compensation biologique.

Alors que l'activité humaine est à l'origine de 55 milliards de tonnes de CO₂ par an²⁰, les puits de carbone sont, selon le GIEC dans son rapport de 2018, en capacité d'absorber 4 milliards de tonnes de CO₂/an, soit environ 13% de nos émissions.

Selon l'Ademe, « on oppose souvent émissions d'un côté à absorptions de l'autre, étant entendu que la neutralité correspond à absorber autant de carbone que l'on en a émis. Or, pour que cette neutralité soit effective et pérenne dans le temps, il est primordial de bien parler de séquestration. En effet, au-delà d'absorber du CO₂, il faut surtout que celui-ci reste séquestré en dehors de l'atmosphère pour créer un puits de carbone qui est un système qui absorbe plus de carbone qu'il n'en émet. »²¹

Un tour de passe-passe comptable

Le plus souvent, les mécanismes de compensation passent par des systèmes de marchés carbone et concernent des émissions industrielles dans des pays développés avec des entreprises finançant des projets de compensation dans des pays en

²⁰ [Chiffres clés du climat - France, Europe et Monde](#), Édition 2021 : « Les émissions de GES liées aux activités humaines (incluant l'UTCATF) représentent l'équivalent de 55,3 milliards de tonnes de CO₂ (Gt de CO₂ éq) en 2018 ».

²¹ [La neutralité carbone](#), Les avis de l'ADEME, mars 2021.

développement. Il peut s'agir de compenser des destructions d'écosystèmes du fait de l'artificialisation ou de projets industriels, forages, mines...par une hypothétique équivalence dans un autre endroit.

Cette approche purement comptable ne tient pas compte de la spécificité des environnements. Elle part du principe absurde d'une parfaite équivalence. Pour TotalEnergies, il s'agit de compensation d'émissions industrielles liées aux activités directes de production (scope 1), aux émissions indirectes (scope 2) ou aux émissions liées à la combustion des carburants que Total produit (scope 3). Or comme expliqué plus haut, les mécanismes de compensation n'ont de sens que pour des émissions résiduelles, après avoir réduit les émissions à la source et pour des secteurs où il n'existe pas d'alternative. De fait, ces compensations purement arithmétiques, où une tonne d'émissions liées aux activités de TotalEnergies pourrait être considérée comme équivalente à une tonne de carbone compensée par un tiers, ne font que cacher l'inaction. Cette approche donne une neutralité purement arithmétique et comptable, sans réellement contribuer à une neutralité globale, qui est pourtant nécessaire.

Cette approche purement comptable ne tient pas compte des enjeux de temporalité. Une tonne de carbone émise dans l'atmosphère n'est pas équivalente à une tonne de carbone plantée. Le carbone issu de la combustion est immédiatement diffusé dans l'atmosphère, alors que celui séquestré dans des plantations met des décennies à être absorbé. Et il n'y a pas de garantie de stockage sur la durée, les arbres peuvent par exemple être brûlés, les plantations coupées, remettant en jeu tout le carbone stocké. Il y a donc en quelque sorte deux cycles : le carbone fossile et le carbone biologique. Ne pas en tenir compte risque de biaiser significativement les calculs et la réalité de la compensation. Il est beaucoup plus long de séquestrer du carbone fossile que de libérer du carbone biologique.

Pour atteindre la neutralité carbone, notamment dans le cadre d'une crise majeure de la biodiversité, la priorité (avant toute forme de reforestation ou d'afforestation) est la protection et la conservation des écosystèmes terrestres et marins, avec l'objectif d'atteindre 30% de protection forte d'ici 2030. C'est le meilleur moyen de maintenir les stocks de carbone existants. En effet, les océans stockent 30% du carbone et les forêts intactes sont les meilleurs puits de carbone. Pour garantir la capacité de ces

écosystèmes à assurer leur fonction climatique de stockage du carbone, il faut mettre un terme à la déforestation, empêcher la conversion et la dégradation des forêts et protéger en particulier les forêts primaires et intactes.

La seconde priorité est de développer et d'améliorer la restauration des forêts naturelles dégradées. Ensuite on peut effectivement penser à la reforestation mais il faut d'abord penser à l'expansion des zones de forêts naturelles. Les plantations d'espèces exotiques peuvent se révéler négatives pour les communautés locales comme pour la biodiversité.

La stratégie « Nature Based Solutions » de TotalEnergies

TotalEnergies a créé en 2019 une entité dédiée aux investissements dans les puits naturels de carbone, TotalEnergies Nature Based solutions, avec un budget annuel de 100 millions de dollars et un objectif de capacité de stockage de 5 millions de tonnes de CO₂ par an d'ici à 2030²². Un chiffre ridiculement faible par rapport aux émissions de TotalEnergies, estimées à 460 millions de tonnes de CO₂ par an²³. Avec cette stratégie, TotalEnergies envisage donc de stocker l'équivalent de 1,2% de ses émissions actuelles. Si l'on compare le volume de CO₂ compensé au volume de CO₂ émis seulement sur les scopes 1 et 2 (activités de production et émissions directes) pour lesquels TotalEnergies communique sur un objectif de neutralité à 2030, la compensation s'élève à 10,2% des émissions. Cela reste modeste. La compensation est donc au mieux une niche verte ; mais une bonne communication vaut bien 100 millions de dollars.

TotalEnergies met également en avant des programmes de préservation et de restauration de forêts ou des projets de sensibilisation de la jeunesse à la préservation de l'environnement, menés par la Fondation TotalEnergies²⁴, sans fournir aucun chiffrage des compensations des émissions de l'entreprise par ces projets. Il est donc impossible d'évaluer à quelle hauteur ils seraient censés contribuer à la neutralité de

²² Rapport [Vers la neutralité carbone](#), Total, septembre 2020.

²³ Rapport [Total fait du sale : la finance complice ?](#), Reclaim Finance et Greenpeace, février 2021.

²⁴ [Nos actions forêts & climat](#), site de la fondation TotalEnergies.

TotalEnergies. La major pétrolière et gazière présente la compensation comme indispensable pour atteindre sa neutralité, mais ne communique que sur quelques exemples qui servent de vitrine, sans autres éléments qui laisseraient entendre qu'il existe une stratégie à long terme pour la compensation, dans la perspective de 2050.

Parmi les projets sur lesquels TotalEnergies communique, on retrouve notamment :

- *La construction de **biométhaniseurs en Inde**²⁵ pour aider les agriculteurs, où TotalEnergies raconte une belle histoire, mais n'explique pas combien de tonnes de CO₂ ce programme va compenser.*
- *Un projet de **plantation d'une nouvelle forêt d'acacias de 40 000 hectares sur les plateaux Batéké en République du Congo**, en partenariat avec l'entreprise Forêt Ressources Management. Selon TotalEnergies, il y aurait une capacité de séquestration de plus de 10 millions de tonnes de CO₂ sur 35 ans, soit 300 000 tonnes par an, avec un investissement de 400 millions de dollars²⁶. Un projet idyllique selon TotalEnergies²⁷, mais fortement contesté par les communautés locales et de nombreuses ONG qui se mobilisent contre. Cette plantation a vocation à être exploitée, donc l'absorption de carbone risque d'être très provisoire. Le manque de consultation des populations locales, le risque d'accaparement des terres des communautés pygmées Aka et des fermiers bantous ou les menaces sur leurs ressources et leur mode de vie sont fortement dénoncés et posent des questions sur le programme de compensation de TotalEnergies²⁸. Il pourrait mettre en danger les droits et la souveraineté alimentaire des populations locales, qui perdraient l'accès à leurs terres²⁹.*
- *Un autre projet en Afrique, que la multinationale ne situe pas géographiquement : il « porte sur la conservation d'une forêt primaire et le développement de productions locales (bois, caoutchouc, agriculture) permettant d'éviter ou de capter plus de 150 Mt de CO₂e sur 30 ans. »³⁰ Il est impossible de savoir, sur le carbone évoqué, ce qui est du carbone absorbé et ce qui est du carbone non libéré par de la déforestation évitée et, au final, les volumes restent faibles avec 5 millions de tonnes de CO₂ par an, pour un projet peu crédible en termes de conservation.*

²⁵ [Compensation carbone volontaire de Total : construction de biodigesteurs](#), site de TotalEnergies.

²⁶ Rapport [Vers la neutralité carbone](#), Total, septembre 2020.

²⁷ Rapport [Vers la neutralité carbone](#), Total, septembre 2020.

²⁸ [A dangerous distraction - Why offsetting will worsen the climate and nature emergencies](#), Friends of the Earth England, Wales & Northern Ireland, octobre 2021.

²⁹ [Compensation carbone : tout sauf neutre ! La neutralité carbone de trois multinationales au service de l'inaction climatique](#), CCFD-Terre Solidaire, octobre 2021.

³⁰ Rapport [Vers la neutralité carbone](#), Total, septembre 2020.

On peut enfin noter que jamais TotalEnergies ne s'est engagé sur l'arrêt de projets qui mettraient en péril des écosystèmes vulnérables et se situeraient dans ou à proximité de zones protégées. Les activités de TotalEnergies menacent en permanence des écosystèmes qu'il faut protéger. Les exemples sont nombreux : parc naturel des Murchison falls en Ouganda, tourbières au Congo, parc des Virunga en RDC, zones protégées en Patagonie dans la région de Vaca Muerta, ou encore le projet abandonné du fait du risque pour la biodiversité de forer sur le Récif de l'Amazone au Brésil. Tous ces exemples mettent en doute la sincérité des engagements de TotalEnergies pour préserver la biodiversité.

CCS, la compensation industrielle

L'autre solution mise en avant par TotalEnergies pour compenser ses émissions est la capture et la séquestration du carbone (CCS), dont le principe, comme son nom l'indique, est de capturer et séquestrer le carbone émis pour qu'il ne soit pas relâché dans l'atmosphère. Après la compensation biologique, voilà donc la compensation industrielle. Il suffirait d'enfermer sous terre le CO₂ à grande profondeur, dans des poches géologiques, dans les couches aquifères, où il serait stocké de manière « éternelle », pour résoudre le problème de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère. Cette technique pose aujourd'hui de nombreuses questions et semble bien loin d'être aussi prometteuse que TotalEnergies semble le dire.

Une technologie au stade de la recherche

Premier souci : cette technologie n'est pas mature, elle n'existe pas au niveau industriel. Aujourd'hui, seuls quelques sites sont en activité. Il n'existe que 19 sites de séquestration de carbone mais ce sont avant tout des prototypes et des essais. Les volumes capturés, autour de 40 Mt de CO₂ par an dans le monde, sont extrêmement faibles. Or l'urgence climatique impose d'agir maintenant, de mettre en place des solutions qui ont prouvé leur efficacité, y compris à l'échelle industrielle, pas que nous retardions la transition vers l'abandon des énergies fossiles en nous concentrant uniquement sur des approches dont l'efficacité n'est pas prouvée et dont les avantages potentiels pour le climat sont tout simplement insuffisants.

TotalEnergies est impliqué dans plusieurs projets de CCS en Europe, dont un en France à Dunkerque qui n'est qu'à l'état d'étude. La major est aussi l'un des partenaires du projet 3D qui vise à capturer du CO₂ d'une aciérie d'Arcelor pour l'injecter au large de la

Norvège (projet Northern Lights³¹). Ce projet vise à capturer 1 Mt de CO₂ par an. Là encore, les volumes sont plus qu'anecdotiques.

Tout comme pour la compensation biologique, les prévisions tournent autour de volumes de CO₂ très faibles. Avec de telles perspectives, comment peut-on sérieusement envisager d'atteindre les objectifs que s'est fixés TotalEnergies, de plus sans modèle économique pour soutenir de tels investissements ?

Et comme pour la compensation biologique, ce ne sont pas les ambitions d'investissements de TotalEnergies qui vont permettre ce développement des technologies CCS. En effet, les annonces sont bien modestes au regard de l'importance affichée, avec 100 millions de dollars, soit 10% des budgets de R&D, qui sont de un milliard de dollars par an. Un investissement très loin derrière les 17 milliards de dollars d'investissements totaux en 2019, y compris dans de nouveaux gisements : pas de quoi bousculer les équilibres actuels.

Le secteur des énergies fossiles, anecdotiquement concerné par le CCS

Selon TotalEnergies, « Si les émissions de CO₂ doivent être réduites, cela ne signifie pas qu'elles disparaîtront totalement. Ainsi, outre les transports et la génération électrique, plusieurs secteurs industriels essentiels à l'économie – cimenteries ou aciéries par exemple – continueront vraisemblablement à émettre du CO₂ au cours de leurs activités durant les prochaines décennies. En contribuant à décarboner ces industries, le CCS constitue une voie porteuse dans la lutte contre le réchauffement climatique. Cette technologie pourrait d'autre part permettre de générer de l'électricité décarbonée à partir du gaz et ainsi contribuer à répondre aux problèmes d'intermittence des énergies renouvelables. De ce fait, TotalEnergies consacre au CCUS 10% de son budget de R&D et contribue à faire émerger les premiers hubs industriels commerciaux dans ce domaine. »³²

³¹ Rapport [Vers la neutralité carbone](#), Total, septembre 2020.

³² Rapport [Intégrer le climat à notre stratégie](#), Total, novembre 2019.

Le CCS demande des installations industrielles lourdes, cette technologie ne peut donc pas s'appliquer aux transports : impossible aujourd'hui de séquestrer les émissions d'une voiture ou d'un avion. Plus largement, le CCS ne semble pas pouvoir apporter la moindre solution pour les usages des hydrocarbures liquides. Donc le CCS ne s'applique pas au pétrole et n'a pas d'avenir pour le gaz. En d'autres mots, TotalEnergies entend développer une technologie qui ne servira pas à réduire par la capture ses propres émissions, on ne peut donc pas déduire des émissions de TotalEnergies ces volumes qui seront séquestrés dans le cadre du CCS développé par TotalEnergies.

Le seul cas où le CCS pourrait s'appliquer à des activités directes de TotalEnergies, c'est la séquestration du CO₂ issue de la production d'hydrogène à base de méthane, dans les raffineries du groupe. C'est-à-dire que l'hydrogène gris deviendrait bleu : aujourd'hui, la très grande majorité de la production d'hydrogène pour des industries comme les engrais, le raffinage ou les aciéries, provient de la séparation de l'hydrogène en craquant le méthane et rejette donc massivement du CO₂ dans l'atmosphère. En proposant de capturer ce CO₂, les industriels changent la couleur de cet hydrogène qui devient alors bleu, pour indiquer qu'il serait décarboné.

« Le projet risque d'inquiéter dans les rangs de la raffinerie de Gonfreville (Seine-Maritime), dite plateforme Normandie. Le pétrolier veut céder à Air Liquide l'activité de production d'hydrogène par vaporeformage de gaz, d'une capacité de 255 tonnes/jour, pour la décarboner. Air Liquide va étudier l'installation à Gonfreville de sa technologie de captage de CO₂ cryogénique, Cryocap, expérimentée depuis 2015 sur son site de Port-Jérôme (Seine-Maritime). Cette unité de production d'hydrogène bleu serait raccordée au réseau hydrogène d'Air Liquide. »³³

TotalEnergies a un projet similaire pour sa raffinerie de Zeeland aux Pays-Bas, en joint-venture entre TotalEnergies (55%) et Lukoil (45%), qui devrait voir le jour en 2025 et réduire les émissions de la production d'hydrogène de cette installation de 0,6 Mt sur 1,6 Mt actuellement.

Aujourd'hui, les besoins en hydrogène concernent des industries comme les fertilisants agricoles. Or l'enjeu n'est pas de décarboner la production d'engrais mais de passer à un modèle agroécologique sans intrants chimiques et donc sans ammoniac. Un autre besoin actuel en hydrogène réside dans le raffinage des carburants. Là aussi, inutile de

³³ Article [Pourquoi TotalEnergies veut céder à Air Liquide son unité de production d'hydrogène en Normandie](#), Usine Nouvelle, 14 septembre 2021.

dépenser de l'argent pour décarboner en passant à l'hydrogène bleu. Il faut sortir du pétrole pour les transports. Le raffinage étant une industrie vouée à disparaître à plus ou moins court terme, quelle est l'utilité d'investir dedans ?

Finalement, la promotion de l'hydrogène bleu par le CCS pour décarboner du méthane n'est-elle pas la nouvelle fausse solution qui permettrait de justifier le maintien d'une production importante de gaz ?

CONCLUSION : REVENDIQUER LE NET ZÉRO SANS JAMAIS L'ATTEINDRE

TotalEnergies n'envisage pas de diminuer sérieusement la production de pétrole et de gaz

TotalEnergies n'envisage pas d'atteindre le net zéro

La croissance à court terme et les dividendes des actionnaires avant tout

Comme évoqué plus haut, la neutralité carbone est un objectif à l'échelle mondiale. A l'échelle d'un seul acteur, surtout majeur, il se traduit nécessairement par un engagement à réduire rapidement les émissions à la source, conformément à l'objectif mondial.

C'est pourtant dans un scénario d'inaction climatique que TotalEnergies inscrit ses engagements.

TotalEnergies n'envisage pas de diminuer sérieusement la production de pétrole et de gaz

Les différents rapports scientifiques sont formels : une baisse de la production d'énergies fossiles est indispensable pour limiter le changement climatique.

Dans le scénario NZE (zéro émission nette en 2050) de l'Agence internationale de l'énergie, la demande en pétrole décline dès 2025 et la production mondiale est divisée par 4 par rapport à aujourd'hui³⁴. Pour le gaz, la production diminue d'ici 2030 et tombe à moins de 10 % d'ici 2040 par rapport à 2020. Dans ce scénario, le développement des énergies renouvelables permet d'affirmer qu'il faut dès à présent ne plus ouvrir aucun nouveau gisement d'hydrocarbures, que ce soit pour le gaz ou le pétrole³⁵.

Les recommandations du GIEC vont dans le même sens, même si les chiffres diffèrent un peu³⁶ : pour rester sous la barre des +1,5°C, la production de pétrole et de gaz doit diminuer, respectivement, de 87% et 74% d'ici 2050, par rapport à 2010. Pour suivre ce scénario, il faudrait produire, au maximum, 11 millions de barils de pétrole par jour à l'horizon 2050.

³⁴ Autour de 25 mbs/jour, alors qu'elle est aujourd'hui autour de 100mbs/jour.

³⁵ [World Energy Outlook](#), International Energy Agency, octobre 2021.

³⁶ [Summary for Policymakers](#). In: *Global Warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty*. GIEC, 2018.

Mais les plans de TotalEnergies sont tout autres : « Dans le scénario retenu par Total, la production mondiale de gaz augmente d'ici à 2050 et la production de pétrole ne diminue que de 43%. Pour le PDG de Total, on produira toujours 50 millions de barils de pétrole par jour. [...] La vision de Total du monde en 2050 est bien celle d'un monde où le pétrole est toujours très présent et n'est pas alignée avec un réchauffement limité à 1,5°C. »³⁷

³⁷ [Climat : Total passe au décodeur d'Oxfam - Les ressorts du greenwashing du géant pétrolier](#), Oxfam France, mai 2021.

TotalEnergies n'envisage pas d'atteindre le net zéro

TotalEnergies communique sur son ambition pour le net zéro, mais à aucun moment dans les détails de ses engagements le zéro n'est atteint. En partant des projections actuelles que propose TotalEnergies, on arrive à des pourcentages très faibles de compensation des émissions actuelles de CO₂. Pour atteindre le net zéro auquel s'engage TotalEnergies, la seule solution est de faire tendre vers zéro les émissions, et donc les niveaux de production des hydrocarbures. Cela veut dire que le basculement vers les énergies renouvelables est indispensable. Et cela ne se fera pas en y consacrant moins de 2% des investissements : c'est la quasi-totalité des investissements de TotalEnergies qui doivent être mobilisés, dès maintenant et pour les décennies à venir.

En résumé, quand TotalEnergies affirme atteindre le net zéro en 2050, en envisageant en même temps de tels niveaux de production de pétrole et de gaz, tout en mettant en place des volumes très bas de compensation et de capture, l'équation ne tient pas.

Car s'aligner sur une trajectoire à 1,5°C impliquerait pour TotalEnergies de baisser d'environ 170 millions de tonnes ses émissions de CO₂ d'ici 2030, par rapport au niveau de 2015³⁸. « Or, les données issues de Rystad indiquent des émissions de CO₂e en hausse d'ici 2030, date à laquelle la major émettra plus de 200 millions de tonnes de CO₂e de trop par rapport à une trajectoire à 1,5°C. »³⁹

Concrètement, TotalEnergies s'engage au net zéro pour les émissions de ses opérations industrielles (scope 1 et scope 2), qui représentent autour de 45 millions de tonnes de

³⁸ [Big oil reality check - Assessing oil and gas climate plans](#), Discussion Paper, Oil Change International, septembre 2020.

³⁹ Rapport [Total fait du sale : la finance complice ?](#), Reclaim Finance et Greenpeace, février 2021.

CO₂ par an⁴⁰... soit environ 15% de ses émissions totales. Cette trajectoire est programmée jusqu'à 2030. Et la suite ? La multinationale ne fournit aucune information sur les étapes jusqu'à 2050.

Pour le reste, soit l'essentiel des émissions, c'est-à-dire celles des produits consommés par ses clients (scope 3), la neutralité n'est envisagée que pour l'Europe. En effet, TotalEnergies ne s'engage à rien de plus qu'à respecter les décisions européennes. Pour le reste du monde, pas d'engagements à la neutralité en 2050, alors que le développement stratégique des activités de TotalEnergies se trouve justement hors de l'Europe. A la place, TotalEnergies propose une « réduction » de 60% de l'intensité carbone des produits vendus en 2050. Le hic : baisser l'intensité carbone n'est en rien une garantie de la baisse des émissions. Si la production augmente en volume, cette baisse de l'intensité ne fera qu'accompagner une augmentation des émissions du groupe.

TotalEnergies a toujours du mal à assumer sa responsabilité sur ce scope 3, qui représente entre 85 et 90% de ses émissions⁴¹. La major le dit clairement dans son rapport de 2020, c'est de la faute des clients : *« Total a la maîtrise des émissions liées à ses activités (scopes 1 et 2). Il est ainsi en mesure de déployer des actions visant à les réduire. En revanche, la trajectoire des émissions associées à l'usage de ses produits par les clients (scope 3) va dépendre de bien d'autres facteurs, et en particulier des modes de consommation des clients. »*⁴²

⁴⁰ 45Mt de CO₂ en 2019 et 41Mt en 2020 (hors effet covid) d'après le [document d'enregistrement universel 2020](#) de Total (p.255).

⁴¹ Rapport [Total fait du sale : la finance complice ?](#), Reclaim Finance et Greenpeace, février 2021.

⁴² Rapport [Vers la neutralité carbone](#), Total, septembre 2020.

La croissance à court terme et les dividendes des actionnaires avant tout

On peut tordre le concept de net zéro, surdimensionner des possibilités de compensations biologiques ou technologiques, promouvoir des fausses solutions, jouer sur la différence entre intensité des émissions et volumes d'émissions, exclure l'essentiel des émissions des calculs visant à démontrer la possibilité d'atteindre en 2050 la neutralité... le constat est là : le grand écart entre l'affichage d'une ambition générale et le détail des orientations stratégiques est patent. La neutralité carbone affichée par TotalEnergies est une mystification qui ne tient pas.

La stratégie du doute sur le changement climatique a fait long feu. Si elle a probablement contribué à ralentir de plusieurs décennies l'action contre le changement climatique, aujourd'hui, ce sont les affirmations d'objectifs de neutralité carbone et les fausses solutions portées par les majors du pétrole et du gaz qui sont dangereuses. Heureusement, plusieurs voix les remettent en cause. La sortie du pétrole et du gaz fait de plus en plus consensus. Aujourd'hui, les majors comme TotalEnergies ou les Etats pétroliers tentent de retarder cette évidence et cette nécessité avec un objectif en tête : poursuivre leur croissance et garantir les dividendes à leurs actionnaires à court terme. Cela s'est encore vu à la COP26, où l'objectif de sortie des hydrocarbures n'a pas pu figurer dans le texte de l'accord sous la pression de plusieurs États et sous l'influence, bien entendu, de l'industrie fossile.

Mais progressivement, le doute semble bel et bien changer de camp. En mai dernier, une autre super major du pétrole et du gaz, Shell, a été condamnée aux Pays-Bas pour son inaction climatique, suite à une plainte portée par des milliers de citoyens néerlandais et un collectif d'ONG dont Greenpeace⁴³. Elle doit désormais réduire de 45% ses émissions d'ici 2030. En France, une action similaire a été initiée en janvier 2020 contre TotalEnergies, par un collectif de plusieurs villes et ONG⁴⁴. Affaire à suivre.

POUR ALLER PLUS LOIN

Visionner l'enquête "[L'Emprise Total](#)" de Greenpeace France.

Découvrir l'[Initiative Citoyenne Européenne](#) pour la fin des publicités, partenariats et mécénats pour toute entreprise vendant des biens et services fossiles.

⁴³ « [Le peuple contre Shell](#) » : la justice néerlandaise impose à Shell de réduire davantage ses émissions de CO₂, Le Monde, 26 mai 2021.

⁴⁴ [Action en justice contre Total](#), Notre Affaire à Tous, janvier 2020.

BIBLIOGRAPHIE

Articles de presse

« [No formal Cop26 role for big oil amid doubts over firms' net zero plans](#) », The Guardian, 21 octobre 2021.

« [Changement climatique : comment Total et Elf ont contribué à semer le doute depuis des décennies](#) », Le Monde, 20 octobre 2021.

« [In view of the COP26, TotalEnergies Contributes to the Energy Transition Dialogue by Publishing the “Energy Landscape” and the “TotalEnergies Energy Outlook 2021”](#) », BusinessWire, 27 septembre 2021.

« [Pourquoi TotalEnergies veut céder à Air Liquide son unité de production d'hydrogène en Normandie](#) », Usine Nouvelle, 14 septembre 2021.

« [« Le peuple contre Shell » : la justice néerlandaise impose à Shell de réduire davantage ses émissions de CO₂](#) », Le Monde, 26 mai 2021.

Rapports de Greenpeace et d'autres ONG ou OI

Friends of the Earth England, Wales & Northern Ireland, [A dangerous distraction - Why offsetting will worsen the climate and nature emergencies](#), octobre 2021.

CCFD-Terre Solidaire, [Compensation carbone : tout sauf neutre ! La neutralité carbone de trois multinationales au service de l'inaction climatique](#), octobre 2021.

Oxfam France, [Climat : Total passe au décodeur d'Oxfam - Les ressorts du greenwashing du géant pétrolier](#), mai 2021.

Greenpeace France, [Total change de nom pour ne rien changer](#), 22 mars 2021.

Reclaim Finance et Greenpeace, [Total fait du sale : la finance complice ?](#), février 2021.

Oil Change International, [Big oil reality check - Assessing oil and gas climate plans](#), septembre 2020.

Greenpeace France, [Total : une ambition climaticide](#), mai 2020.

Rapports d'autres organisations ou institutions

Agence internationale de l'énergie, [World Energy Outlook](#), octobre 2021.

ADEME, [Les avis de l'ADEME - La neutralité carbone](#), mars 2021.

Ministère de la transition écologique, [Chiffres clés du climat - France, Europe et Monde](#), 2021.

GIEC, [Summary for Policymakers](#), 2018.

Rapports de TotalEnergies

[TotalEnergies 2021 Strategy](#), septembre 2021.

[Document d'enregistrement universel 2020](#) de Total, 31 mars 2021.

[Résultats du quatrième trimestre et de l'année 2020](#), 9 février 2021.

[Vers la neutralité carbone](#), septembre 2020.

[Intégrer le climat à notre stratégie](#), novembre 2019.

GREENPEACE

LA PSEUDO NEUTRALITÉ CARBONE DE TOTALENERGIES

**Décryptage de la stratégie net zéro de TotalEnergies
et du mythe de la compensation**

DECRYPTAGE

Février 2022